

LES SECRETS DE LA FRANCE AU RWANDA 1|3

# Les révélations d'un officier français

Ancien militaire, Guillaume Ancel a participé à l'opération « Turquoise ». Son livre, « Rwanda, la fin du silence », dont nous publions des extraits, contredit la version officielle d'une intervention avant tout « humanitaire ». Selon lui, la France a tardé à prendre ses distances avec le régime génocidaire

Le livre s'intitule *Rwanda, la fin du silence. Témoignage d'un officier français* (sortie vendredi 16 mars, éditions Les Belles Lettres, 250 pages, 21 euros). L'officier en question, c'est Guillaume Ancel, 52 ans, dont vingt passés dans l'armée. Comme d'autres, il a participé, en juin 1994, à l'opération « Turquoise » lancée par la France dans ce pays d'Afrique, théâtre du dernier génocide du XX<sup>e</sup> siècle (800 000 morts en trois mois, en majorité tutsi), orchestré par le gouvernement en place, à dominante hutu. Le récit que l'ex-capitaine tire de cette expérience contredit la version officielle d'une opération avant tout humanitaire. Pour lui, les autorités politiques et militaires de l'époque, sous la présidence de François Mitterrand, ont surtout cherché, du moins dans un premier temps, à sauver un régime « ami » emporté par la folie meurtrière.

Un événement particulier a incité Guillaume Ancel à témoigner. Il remonte au 27 février 2014. Ce jour-là, la Fondation Jean-Jaurès, le think tank du Parti socialiste (PS), organise à Paris un colloque à huis clos sur la politique africaine de François Mitterrand. Une quarantaine de personnes – juristes, historiens, diplomates... – y participent, sous la présidence de Paul Quilès, ancien ministre de la défense. Les intervenants se succèdent, tous si proches du PS que les contributions sont unanimes dans la louange.

Vient alors le tour de M. Ancel de raconter sa guerre, lui qui était alors « officier de guidage de tir aérien », chargé de diriger au sol les missiles largués par l'aviation. Ce qu'il raconte va à l'encontre des propos des autres intervenants. D'après lui, « Turquoise » fut bien une opération de guerre avant de se muer en intervention humanitaire. « A ce moment-là, quarante mâchoires se décrochent », se souvient-il. La tension monte, l'atmosphère devient électrique. Paul Quilès intervient. « Sorti de son contexte, jeune homme, votre récit pourrait faire gravement douter les Français, dit-il en pointant un doigt rageur. Je vous demande, par conséquent, de ne pas raconter de telles choses, pour ne pas troubler la vision qu'ont les Français du rôle que nous avons joué au Rwanda. »

**D'AUTRES « ANCIENS » ONT BRISÉ L'OMERTA**  
Le « jeune homme » de 49 ans est stupéfait. Sa réponse fuse : « Le problème, il n'est pas dans mon témoignage, il est dans votre version officielle, qui est bien plus romancée que la mienne. » Rouge de colère, Paul Quilès finit par quitter la salle. Deux jours plus tard, M. Ancel entend les mêmes reproches menaçants, relayés par une de ses relations professionnelles : son histoire pourrait faire « gravement douter les Français ». « Ces menaces ont déclenché ma volonté de témoigner », affirme-t-il aujourd'hui.

Fils de bonne famille de la bourgeoisie lyonnaise, il n'avait pourtant rien pour sortir du rang. Il a fait son chemin dans l'artillerie, spécialité technique mais indispensable aux conflits modernes, et enchaîné les missions (Cambodge, Rwanda, ex-Yougoslavie). Diplômé de l'École de guerre, il était programmé pour devenir général et transformer l'armée de terre, mais il a finalement décidé, en 2005, de changer de vie et de basculer dans le privé.

Avant lui, d'autres « anciens » de « Turquoise » ont brisé l'omerta. Parmi eux, Jean-Rémi Duval, alias « Diego ». Engagé volontaire à 20 ans comme deuxième classe, il a gravi tous les échelons des forces spéciales, jusqu'à prendre le commandement du

CPA 10, les commandos parachutistes de l'air alors basés à Nîmes. Le 27 juin 1994, au Rwanda, c'est lui qui découvre avec ses hommes les rescapés tutsi des collines de Bisesero, 2 000 survivants sur environ 50 000. Il leur promet de revenir les protéger aussi vite que possible, mais ceux-ci devront finalement attendre trois jours le retour des Français ; trois jours où ils subiront plusieurs assauts meurtriers des milices hutu. Pourquoi les Français ont-ils tant tardé à intervenir ? L'épisode reste nébuleux et fait l'objet d'une vive polémique : Duval assure avoir informé aussitôt son supérieur direct, ce que ce dernier conteste.

Si « Diego » a toujours refusé de témoigner publiquement, il s'est expliqué devant la Mission d'information parlementaire en 1998, puis en 2007 face aux enquêteurs qui l'interrogeaient dans le cadre d'une information judiciaire pour « complicité de génocide ». « Sans rentrer dans les détails, indique-t-il alors aux policiers, disons qu'à la fin de ma carrière, soit au moment de ma retraite [il a quitté l'armée en septembre 1995], j'étais en désaccord avec la politique française menée d'une manière générale en Afrique et

**« JE VOUS DEMANDE DE NE PAS RACONTER DE TELLES CHOSES, POUR NE PAS TROUBLER LA VISION QU'ONT LES FRANÇAIS DU RÔLE QUE NOUS AVONS JOUÉ »**

PAUL QUILÈS  
ancien ministre  
de la défense

notamment au Rwanda. Je n'ai pas de précision à donner à ce sujet, mais cela n'a fait que précipiter mon départ. » Défendre son honneur sans rompre avec la solidarité de corps : l'exercice est délicat pour ceux qui ont quitté le service actif.

En 2005, un autre ancien de « Turquoise » se rebelle, publiquement cette fois, sur France Culture : l'adjudant-chef Thierry Prunghaud, une légende du GIGN, l'unité d'élite de la gendarmerie. Considéré comme un tireur d'élite d'exception, il a participé, pendant dix-huit ans, aux opérations les plus délicates. Engagé dans « Turquoise » en 1994, il affirme avoir été berné par ses chefs du commandement des opérations spéciales, qui lui auraient parlé, lors du « briefing de situation », de massacres commis par des Tutsi sur les Hutu, et non l'inverse. Puis, il raconte comment son supérieur direct lui aurait interdit d'aller à la rescousse des survivants de Bisesero et comment, avec d'autres camarades, il a désobéi pour essayer de les sauver.

## LES FOUDRES DU COMMANDEMENT

Prunghaud est bien placé pour mesurer l'ampleur du drame puisqu'il a lui-même formé, en 1992, un groupe de choc au sein de la garde présidentielle rwandaise, devenue entre-temps un des fers de lance des tueries. Lorsqu'il en prend conscience, ses convictions de gendarme républicain sont ébranlées. En 2010, alors que son témoignage de 2005 n'a pas soulevé de réactions outrées, il s'attire les foudres du commandant de l'opération, le général Lafourcade. Ce dernier publie un livre (*Opération Turquoise : Rwanda, 1994*, Perrin, 2010), et conteste, dans un entretien au *Point*, le récit de Prunghaud : « Pour ce brillant et très courageux soldat, la situation vécue au Rwanda a été très difficile, je regrette vivement qu'à partir de ce témoignage pour le moins suspect on conclue que les Français ont laissé tuer les Tutsi de Bisesero, donc qu'ils sont complices du génocide. C'est terrible ! »

A l'heure de publier à son tour son récit, Guillaume Ancel ne cache pas ses propres faiblesses. Le 11 juillet 1994, il a commis un crime de guerre. En récupérant des armes dans une villa avec son équipe de légionnaires, il croise un groupe de génocidaires. « L'un des miliciens se tourne vers moi et me provoque du regard, il porte un gilet pare-éclats ensanglanté, au camouflage de l'armée belge avec la bande patronymique du sergent P. Van Moyden », écrit-il. Comme neuf de ses compagnons d'armes, ce sous-officier belge a été lynché, le 7 avril 1994, parce qu'il protégeait la première ministre Agathe Uwilingiyimana, assassinée par la garde présidentielle rwandaise. Or, quelques années auparavant, M. Ancel a connu le sergent Van Moyden lors d'un stage européen. Il ordonne à ses hommes de récupérer le gilet. « Alors, les légionnaires ouvrent le feu presque simultanément, dans un bref échange de tirs, sans rafales, juste des tirs ajustés, écrit-il. Les miliciens sont trop lents pour riposter efficacement, ils s'effondrent en quelques secondes. » Un crime de guerre, aujourd'hui prescrit, mais qui pèse sur sa conscience.

« Qu'est-ce que je gagne dans cette polémique sur le rôle de la France dans le génocide des Tutsi ?, s'interroge-t-il. Rien d'autre que des ennuis et des tensions. Je redoute que mes compagnons d'armes craignent que je les mette en cause, alors que j'ai admiré leur professionnalisme et leur courage, sur le terrain. Je crains aussi que ce débat n'ait pas lieu. Ce que je dis devrait susciter l'effroi. Je ne prétends pas avoir raison, je dis simplement que mon témoignage est incompatible avec la fable humanitaire. » Cette exigence de vérité est le point commun de tous les militaires français marqués par le génocide rwandais. L'ex-capitaine Ancel voudrait que ceux dont il a recueilli les confidences « off » – en changeant leurs noms – pour nourrir son témoignage s'expriment un jour comme lui, à visage découvert. ■

DAVID SERVENAY



Des militaires français distribuant des denrées alimentaires à des réfugiés, au Rwanda, en 1994. JOSÉ NICOLAS/GETTY IMAGES

Extraits de « Rwanda, la fin du silence. Témoignage d'un officier français », de l'ex-capitaine Guillaume Ancel, et qui paraît vendredi 16 mars aux éditions Les Belles Lettres

## « Attendez, on les désarme et ensuite on va leur livrer des armes ? »



### BASE MILITAIRE DE VALBONNE, PRÈS DE LYON, FRANCE. 22 JUIN 1994

(...) En fin d'après-midi, un officier du bureau des opérations entre brusquement et me remet personnellement un exemplaire numéroté d'un ordre préparatoire, dont manifestement Colin (\*) dispose déjà. Il s'agit de réaliser un raid terrestre sur Kigali, la capitale du Rwanda, pour remettre en place le gouvernement, ordre expliqué par quelques schémas et des hiéroglyphes militaires appelés « symboles ».

Nous débarquerons en « unité constituée » à Goma [principale ville de l'est du Zaïre, près de la frontière rwandaise], et l'opération s'appuiera sur la vitesse et la surprise liées à notre arrivée ultrarapide. A ce stade, la mission n'est pas encore confirmée, mais elle devient très probable.

Cet ordre ne me surprend pas vraiment. J'apprécie les subtiles analyses de politique internationale et les débats sur la pertinence des interventions, mais en l'occurrence nous serons projetés à 6 000 kilomètres de la métropole pour faire notre métier, qui est de mener des opérations militaires, et celle-ci rentre dans nos cordes.

En théorie, c'est assez simple, je dois décaler un couloir en guidant les frappes des avions de chasse, couloir dans lequel la compagnie de légionnaires s'engouffre, suivie par d'autres unités aguerries.

La rapidité est telle que les unités d'en face ne doivent pas avoir le temps de se réorganiser tandis que nous rejoignons aussi vite que possible la capitale, Kigali, pour remettre les insignes du pouvoir au gouvernement que la France soutient.

Tactiquement, c'est logique, puisque nous nous exerçons depuis plusieurs années à ce type d'opération avec les unités de la Force d'action rapide qui seront déployées sur ce théâtre, comme si nous allions jouer une pièce maintes fois répétée. En pratique, c'est évidemment risqué, très violent et nous sommes suffisamment entraînés pour savoir que ce raid terrestre ne se passera jamais comme nous l'avions prévu.

(...)

### AÉROPORT DE GOMA, ZAÏRE. 26 JUIN 1994

Un officier d'état-major nous rend visite sur notre campement de fortune. J'aimerais l'interroger sur la suite de la mission puisque nous étions censés arriver par surprise pour mener une action offensive, mais il ne me répond pas et se contente de récupérer avec d'inhabituelles précautions l'ordre préparatoire reçu à Nîmes [où est basé le 2<sup>e</sup> régiment étranger d'infanterie de la Légion étrangère]. Normalement, en opération, le simple fait d'ordonner la destruction d'un ordre écrit suffit, mais cet officier vérifie chaque exemplaire page par page, comme si ce document ne devait plus exister...

(...)

### AÉROPORT DE BUKAVU, ZAÏRE. 30 JUIN 1994

(...) La forêt de Nyungwe constitue un îlot tropical sur la route menant à Kigali via Butare, à moins d'une centaine de kilomètres de notre position. Les légionnaires l'ont survolée en hélicoptère et me l'ont décrite comme très dense, quasi impénétrable pour une unité armée et motorisée, en dehors de la route nationale qui la traverse d'est en ouest, comme un canyon de verdure verticale.

Nous devons – comprendre « nous allons tout faire pour » – stopper l'avancée militaire des soldats du FPR [Front patriotique rwandais, rébellion d'obédience tutsi, dirigée par Paul Kagame] quand ils arriveront à l'est de la forêt et qu'ils devront s'engouffrer sur cette unique route pour la traverser. Dans notre jargon, c'est un coup d'arrêt, qui consiste à bloquer brutalement l'avancée ennemie par une embuscade solidement adossée au massif forestier, à un endroit précis qu'ils ne pourront contourner.

Je n'ignore pas la difficulté de la situation, car les légionnaires n'ont pas d'armes lourdes. Même les mortiers légers dont ils disposent n'ont toujours pas leurs munitions et ce sera difficile de tenir face aux soldats du FPR connus pour leur discipline et leur endurance. Un détail, nous sommes 150, les éléments en face seraient au moins dix fois plus, rien que sur cette route. Aussi, pour contrebalancer ce déséquilibre, il nous faut les avions de chasse... et je suis bien placé pour savoir que le dispositif d'appui aérien n'est pas rodé.

### AÉROPORT DE BUKAVU, ZAÏRE. 1<sup>ER</sup> JUILLET 1994

(...) Nous rejoignons le tarmac, sur lequel nous attendent cinq hélicoptères de transport Super Puma. Le sifflement de leurs turbines crisse dans nos tympans. Les lumières de position des hélicoptères forment une ligne vers l'est où le ciel s'éclaircit lentement des signes précurseurs du lever du jour. Nous embarquons dans le premier hélicoptère, sur ces sièges en toile toujours trop étroits, les sacs comprimés entre nos genoux. Les visages des légionnaires sont fermés. L'intérieur de la cabine est faiblement éclairé par une lumière blafarde qui ajoute au sentiment de tension. J'observe Tabal, très concentré sur la suite, il me renvoie sa mine confiante, celle de la Légion étrangère qui ne doute pas, ne tremble pas.

Plus un mouvement, les pilotes ont terminé leur procédure de décollage, les rotors se mettent à tourner, faisant vibrer tout l'appareil. J'aperçois par la porte latérale, grande ouverte, la courbe d'un soleil orangé qui émerge maintenant à l'horizon. Notre hélico se soulève par l'arrière, les têtes rentrent dans les épaules, la mission est lancée, nous partons au combat.

Brusquement, sur le tarmac, un officier surgit de l'estancot qui sert d'état-major aux forces spéciales et fait signe, les bras en croix, de stopper immédiatement l'opération. L'hélicoptère atterrit brutalement, à la surprise générale. Je défaits ma ceinture de sécurité et saute par la porte pour rejoindre le stoppeur, c'est le capitaine de Pressy, en charge des opérations pour ce secteur. Il comprend à ma mine mauvaise que j'ai besoin d'explications.

« Nous avons passé un accord avec le FPR, nous n'engageons pas le combat. »

Les rotors s'immobilisent, et les hommes descendent sans attendre des cabines restées ouvertes, avec leurs sacs immenses et leurs armes sur l'épaule.

Tabal me rejoint avec calme, et Pressy reprend :

« Les Tutsi stoppent leur avance et nous allons protéger une zone qu'ils n'occupent pas encore, à l'ouest du pays. Ce sera une "zone humanitaire", qui passe sous notre contrôle. »

– Si je comprends bien, on renonce à remettre au pouvoir ce qui reste du gouvernement ?

– Oui, pour l'instant, nous allons vite voir quel cap nous prenons maintenant. »

Tous ces militaires étaient déterminés à aller se battre, et ils ont été stoppés dans leur élan, comme si, au bout de la nuit, un responsable politique avait enfin décidé que ce combat ne pouvait pas avoir lieu. Les soldats désarment bruyamment leur arsenal après avoir ôté les chargeurs. Nous sommes un peu groggy, à la fois soulagés mais aussi frustrés.

Je retourne aux grandes tentes avec Tabal, qui se moque gentiment en s'interrogeant sur la fonction que je vais maintenant pouvoir occuper. J'étais le responsable des frappes aériennes, il me propose de devenir « responsable des frappes humanitaires », ironisant sur la tonalité nouvelle et un peu surprenante de notre intervention, car c'est la première fois que nous entendons parler d'« humanitaire ».

### AÉROPORT DE CYANGUGU, RWANDA. JUILLET 1994

Je suis vraiment contrarié.

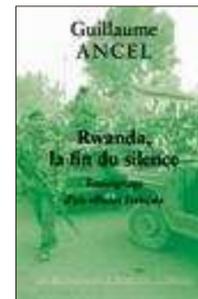
En rentrant tard dans l'après-midi sur la base de Cyangugu, je trouve un groupe de journalistes qui assiègent le petit état-major, ils attendent un point de situation et s'impatientent bruyamment. Je ne veux pas m'en mêler, je les contourne discrètement pour aller poser mes affaires sous mon lit et faire le point avec Malvaud, l'officier rens [de renseignement].

Le lieutenant-colonel Lemoine, l'adjoint de Garoh, m'intercepte et me demande de l'aider : les journalistes ne devaient pas rester au-delà de 15 heures, mais leur programme a été prolongé sans son avis. Ils attendent un brief alors « qu'un convoi de camions doit quitter la base pour transporter des armes vers le Zaïre ». Je ne comprends pas de quoi il parle, mais Lemoine me propulse devant les journalistes sans me laisser le temps de poser plus de questions.

Les journalistes m'entourent aussitôt, comme s'ils m'encerclaient. Je parle doucement pour les obliger à se concentrer sur mes propos. Je leur fais un brief rapide sur la situation dans la zone et sur mes activités de recherche et de sauvetage de rescapés. La plupart s'en contentent, cependant un reporter du journal *Le Monde* n'en reste pas là :

« Capitaine, vous désarmez les Rwandais qui traversent votre zone ? Même les militaires des FAR [Forces armées rwandaises] ? »

– Bien sûr, nous protégeons la zone humanitaire sûre, donc plus personne n'a besoin de porter une arme dans ce périmètre.



### RWANDA, LA FIN DU SILENCE. TÉMOIGNAGE D'UN OFFICIER FRANÇAIS

Éditions Les Belles Lettres, 250 p., 21 €

– Et pourquoi vous ne confisquez pas aussi les machettes ?

– Pour la simple raison que tout le monde en possède. Dans ce cas, il faudrait aussi supprimer les couteaux, les pioches et les bâtons ! »

Rire de ses confrères, mais la question est loin d'être anodine ; ne rien faire dans ces situations alors qu'on en a le pouvoir, c'est se rendre complice. J'aperçois dans leur dos, de l'autre côté de la piste, une colonne d'une dizaine de camions transportant des conteneurs maritimes, qui quittent le camp en soulevant un nuage de poussière.

Le journaliste n'abandonne pas.

« Et les armes saisies, qu'en faites-vous ? »

Je n'ai pas envie de mentir ni de nous mettre en difficulté, alors j'esquive avec un sourire. « Nous les stockons ici dans des conteneurs, et nous attendons que leurs propriétaires les réclament. »

Les journalistes rient encore, ils doivent penser que je suis plein d'humour. Ils plient bagage après m'avoir remercié et remontent dans l'avion qui les attend enfin sur la piste.

J'attends avec impatience le débriefing du soir auquel assistent tous les chefs de détachement du groupement. Nous sommes une douzaine autour de la table et j'aborde sans attendre le sujet du convoi, pour lequel on m'a demandé de détourner l'attention des journalistes. Je sens que Garoh hésite et cherche ses mots :

« Ces armes sont livrées aux FAR qui sont réfugiées au Zaïre, cela fait partie des gestes d'apaisement que nous avons acceptés pour calmer leur frustration et éviter aussi qu'ils ne se retournent contre nous. »

Je suis sidéré.

« Attendez, on les désarme, et ensuite on va leur livrer des armes, dans des camps de réfugiés, alors que ce sont des unités en déroute, sans doute liées aux milices et, pire encore, au ravage de ce pays ? »

Garoh me répond avec son calme imperturbable,

« Oui, parce que les FAR sont à deux doigts d'implorer et d'alimenter effectivement les bandes de pillards. En donnant ces armes à leurs chefs, nous espérons affermir leur autorité. De plus, nous ne sommes que quelques centaines de combattants sur le terrain, et nous ne pouvons pas nous permettre le risque qu'ils se retournent contre nous, alors que le FPR nous menace déjà. »

Lemoine, son adjoint, ajoute pour l'aider :

« Ancel, nous payons aussi leur solde, en liquide, pour éviter qu'ils ne deviennent incontrôlables, ce que nous sommes souvent obligés de faire dans ces situations. »

Je trouve le raisonnement court-termiste et indéfendable : comment avaler qu'en livrant des armes à ces militaires nous améliorons notre propre sécurité ? Je leur rappelle que nous n'avons plus vraiment de doutes sur l'implication des FAR dans les massacres de grande ampleur qu'aucun d'entre nous ne nomme encore « génocide ». Mais Garoh stoppe là le débat, même s'il semble troublé aussi par cette situation.

Après cet événement, j'ai demandé aux pilotes d'hélicoptères et aux gendarmes chargés du contrôle des armes saisies de les

balancer au-dessus du lac Kivu. Garoh aurait pu s'y opposer, mais il a validé cette pratique...

### RETOUR À BISESERO, OUEST DU RWANDA

(...)

Comme je l'ai relaté, au lever du jour du 1<sup>er</sup> juillet, cette mission de combat contre les ennemis des génocidaires a été annulée in extremis. J'en connais désormais plus de détails grâce au témoignage d'Oscar, un des pilotes de chasse engagés dans cette opération et dont je raconterai le parcours un peu plus loin.

En croisant nos témoignages, il apparaît que cette mission a été annulée par le PC Jupiter situé sous le palais présidentiel de l'Élysée, alors que les avions de chasse, des Jaguar, étaient déjà en vol pour frapper, et que nous-mêmes décollions en hélicoptère pour rejoindre la zone de guidage. Pourtant, le PC Jupiter n'a pas vocation à diriger ce type d'opération, qui est plutôt du ressort du bien nommé Centre opérationnel interarmées. C'est une procédure tout à fait inhabituelle que m'a décrite mon camarade et, compte tenu de ma compréhension du sujet, il est probable que les événements se soient enchaînés ainsi : cette opération de combat contre le FPR a été décidée sans réel contrôle politique, mais l'intervention des Jaguar a déclenché une procédure quasi automatique de confirmation auprès du PC de l'Élysée, qui s'en est effrayé. En effet, l'engagement au combat d'avions de chasse est considéré comme stratégique du fait de leur puissance de feu, ainsi que du risque médiatique : difficile de faire croire qu'un bombardement n'a pas été organisé, tandis qu'il est toujours possible d'habiller un échange de tirs au sol en accrochage accidentel ou en riposte à une tentative d'infiltration.

En conséquence, la patrouille de Jaguar, au moment de rejoindre la zone de combat, demande la validation de son engagement, sans doute par l'intermédiaire de l'avion ravitailleur KC135 qui les soutient et qui est équipé d'un système radio longue portée en l'absence d'Awacs. Le PC Jupiter alerte l'Élysée – l'étage du dessus –, qui découvre l'opération, prend brutalement conscience des conséquences possibles d'un tel engagement et l'interdit aussitôt.

L'annulation, au tout dernier moment, de cette mission, par la présidence de la République, déclenche un débat – plutôt que d'en être l'issue – sur le risque que la France soit effectivement accusée de complicité de génocide et mise au ban des nations, alors même que la crise de Bisesero [un secteur de collines où des dizaines de milliers de personnes ont été massacrées] vient de débiter. Dans les jours qui suivent, des spécialistes de l'Afrique des Grands Lacs sont consultés, et probablement dépêchés sur place, pour négocier un compromis avec le FPR, c'est la suite de l'opération « Turquoise » avec la création d'une zone humanitaire sûre. ■

(\*) Les noms des personnes citées ont été modifiés par l'auteur du livre



Prochain article :  
Les mises en garde de la DGSE